

Direction Risques Industriels
*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud*

Perpignan, le 15/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERE BOURNET GYPSE

Chemin de la carrière
66220 Lesquerde

Réf : 2023-026-PR
Code AIOT dans GUN : 0006601423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement CARRIERE BOURNET GYPSE implanté Camp d'En Carri 66220 Lesquerde. L'inspection a été annoncée le 26/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée afin de vérifier les suites données aux non-conformités relevées lors de la précédente inspection du 21/09/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE BOURNET GYPSE
- Camp d'En Carri 66220 Lesquerde
- Code AIOT : 0006601423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bournet Gypse exploite une carrière souterraine de Gypse ouverte de façon artisanale vers 1925. Le gypse était à l'origine extrait pour la fabrication du plâtre ; il est utilisé aujourd'hui essentiellement dans la fabrication du ciment dans lequel il joue un rôle de retardateur de prise. La production annuelle est de l'ordre de 50.000 tonnes.

Le mode d'exploitation est celui dit des « chambres et piliers abandonnés en étages superposés ».

Sur la partie nord (par rapport à la RD19) il est prévu d'exploiter 10 niveaux et sur la partie sud il est prévu d'exploiter 6 niveaux.

Les matériaux sont extraits à l'aide d'explosifs, transportés par tombereau jusqu'à une installation de broyage située à proximité de l'entrée, dans les anciens travaux.

L'autorisation d'exploiter la carrière souterraine de gypse de LESQUERDE a été renouvelée pour 30 ans et étendue par arrêté préfectoral n°030-0001 du 30/01/18 qui constitue l'acte administratif de référence.

Le groupe Lafarge a acquis l'ensemble des parts de cette carrière au 31/08/2022, en suivant la dénomination sociale a été modifiée et est devenue « Bournet Gypse ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- quartier nord par sondage ;
- zones devant être remblayées des anciens travaux par sondage ;
- installation de traitement ;
- niveau 270 du quartier sud en exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
5	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-47, R.516-1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Audit environnement	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 3.1.4	Susceptible de suites	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de solder 4 points de contrôle.

Un point de contrôle reste à finaliser concernant la mise en place des procédures de contrôle et surveillance des zones de stockage des déchets de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-47, R.516-1
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Art. R181-47 I. Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. Art. R516-1 La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet. Cette demande est instruite dans les formes prévues aux articles « R. 181-45 » et R. 512-46-22
Constat : La demande de changement d'exploitant a été complétée avec l'organigramme mis à jour et les éléments permettant d'attester des capacités techniques et financières, et de préciser la nouvelle organisation. L'acte de cautionnement mis à jour a été adressé à l'inspection par mail le 07/12/2022. L'exploitant confirme que le montant retenu pour la garantie financière reprend le montant plus

élevé de la 1ère phase pour tenir compte du fait que le remblaiement des galeries prévu lors de la première phase n'a pas été finalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Audit environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.3
Thème(s) : Autre, Audits environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. [...]
Constat : La société BOURNET Gypse a remis le 25/01/23 le rapport d'audit de l'AP ainsi qu'un tableau de synthèse récapitulant les non-conformités et la planification retenue pour la correction des écarts. Le § 3.1 du rapport d'audit précise le référentiel réglementaire, à savoir l'audit a porté uniquement sur l'arrêté d'autorisation du 30/01/18 modifié par l'APC du 24/05/22. L'auditeur précise que l'arrêté d'autorisation a repris les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 et cet arrêté ministériel n'a pas fait l'objet de modification impliquant la carrière souterraine depuis l'autorisation de 2018 (d'où le référentiel retenu limité à l'arrêté d'autorisation). Le tableau de synthèse fait ressortir : <ul style="list-style-type: none"> - 19 points non-conformes ; - une planification allant de janvier 2023 à fin 2023 pour la correction des écarts ; - la plupart des non-conformités identifiées concernent des prescriptions relatives à l'organisation, au suivi documentaire et au respect des périodicités de contrôle. L'inspection note toutefois : <ul style="list-style-type: none"> - une non-conformité concernant l'épaisseur de 4m des planches entre niveau ; - qu'une action de correction immédiate a été mise en place pour respecter la géométrie des galeries ; - la commande d'une étude géotechnique pour vérifier la stabilité court terme et long terme pour des planches d'épaisseur inférieure à 4 m et décider le cas échéant de modifications des conditions d'exploitation, planifiée pour la fin du 2e semestre 2023. A la demande de l'inspection l'exploitant justifie le délai pour la réalisation de l'étude géotechnique par : <ul style="list-style-type: none"> - la nécessité de réaliser un relevé géomètre en 3D des galeries pour disposer de données complètes sur la carrière ; - la disponibilité des bureaux géotechniques. L'exploitant confirme que les galeries concernées par un rétrécissement de l'épaisseur des planches ne sont plus exploitées.
Observations : <ul style="list-style-type: none"> • La mise à jour du tableau de synthèse confirmant la réalisation des travaux de mise en conformité doit être adressée à l'inspection, notamment à la fin du 1er semestre 2023 et à la fin 2023 ; • dans l'attente de la réalisation de l'étude géotechnique, l'inspection rappelle qu'il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures de sécurité qu'il juge utile, notamment la matérialisation des zones concernées et la condamnation des passages où les planches ont significativement été diminuées ; • l'inspection propose que le prochain audit intègre la vérification de l'AMPG du 22/09/1994 et du décret n°2021-1839 du 24/12/2021 modifiant le décret n°2010-1394 du 12/11/2010 relatif aux prescriptions applicables à certaines exploitations de mines et aux installations de gestion des

déchets inertes et des terres non polluées résultant de leur fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 3.1.4
Thème(s) : Autre, Emissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité. Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs. En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère. Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constat : L'exploitant précise que cette problématique des émissions de poussières dans la carrière rejoignant le risque d'inhalation de poussières pour les travailleurs, leur réponse a été traitée à travers le dossier de prescription empoussièrement qui a été revu et amendé (daté du 26/10/2022). Il recense l'ensemble des sources d'émission, précise les mesures mises en œuvre pour réduire les impacts et définit une périodicité associée à la nature de l'entretien à réaliser. Concernant l'installation de traitement et le stockage et déstockage du 0/60, les moyens mis en place sont : <ul style="list-style-type: none"> - une aspiration par gaine au-dessus du broyeur ; - la mise en place d'une bâche / rideau obturant la zone de stock ; - la mise en place d'une brumisation air/eau au niveau de la jetée des matériaux. L'exploitant précise par ailleurs que : <ul style="list-style-type: none"> la carrière n'est pas à l'origine d'émission de poussières à l'extérieur dans l'environnement ; l'évaluation des risques a conclu en un à risque maîtrisé vis-à-vis de l'exposition aux poussières alvéolaires et inhalables pour les postes de surveillant d'installation, conducteur tombereau, conducteur chargeur, conducteur pelle. L'exploitant confirme que d'autres mesures sont à l'étude comme la mise en place d'une manche télescopique (consultation des entreprises en cours, travaux prévus sur 2023) et l'amélioration du dispositif d'aspiration au-dessus du concasseur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'un PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/09/2022

<ul style="list-style-type: none"> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet
Constat : Le nouveau plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, daté de décembre 2022 a été adressé à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constat : Le paragraphe 2.3.1 du PGD précise les zones prévues pour le stockage des déchets inertes, à savoir les galeries devant faire l'objet d'une mise en sécurité. Le paragraphe 2.3.2 du PGD précise le phasage des remblaiements notamment pour la phase 1, 2018 – 2022 et confirme les cubatures des zones remblayées à fin 2022 (11640 m ³ remblayés pour un volume total estimé à 66000 m ³). La visite de terrain a permis de visualiser par sondage ces opérations de remblayage et confirmer le retard par rapport à la planification initiale (cf point de contrôle sur les GF). Le PGD ne répond pas à la non-conformité concernant les procédures de contrôle et de surveillance. Écart à corriger : Le PGD doit comprendre : - la planification prévisionnelle pour le remblayage des différentes galeries avec les stériles en lien avec l'avancement de l'exploitation ; - les procédures de contrôle et de surveillance des zones remblayées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet